

Association des Amis d'Alain



LA LETTRE de l'AAA -Automne 2024

n° 124-2 ISSN 2267-0N° 124-2 734

Quand je dis qu'Hitler est un de ces grands chefs, entendez bien que je plains les peuples qui ont de tels chefs, et aussi leurs voisins. Ces orages oratoires préparent la récolte des croix de bois. A mesure qu'il dit : « Allemagne, lève-toi », je vois des armées de morts qui se couchent.

Alain - 10 avril 1936

EDITO

Alain et la crise de la Ruhr en 1923

Cette lettre de Novembre revient sur des événements d'il y a un siècle : l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises entre 1923 et 1925. La crise est déclenchée lorsque l'Allemagne, qui a dû reconnaître sa responsabilité exclusive dans le déclenchement de la guerre, cesse de verser les dédommagements qu'elle doit au titre du traité de Versailles. Le gouvernement français — présidé par Raymond Poincaré, « le roi des esprits faux », écrit Alain — envoie des troupes pour occuper la riche région de la Ruhr. Alain (et les *Libres Propos*, la revue à la disposition de son œuvre) sont immédiatement opposés à cette solution de force.

Ce qui est remarquable, c'est qu'Alain ne sépare pas une opposition de principe d'une critique pragmatique : l'occupation de la Ruhr est coûteuse, et le coup de force, faute d'avoir immédiatement réussi, est devenu ridicule. De plus, il isole la France de ses anciens alliés. La seule solution est de principe : vouloir la paix, pour établir la paix. Telle est la position de principe.

L'intérêt de revenir sur la crise de la Ruhr est double. Pour le passé, elle nous montre que l'ensemble des analyses d'Alain a été validé. La France n'a pas eu gain de cause et n'a reçu aucun soutien. De plus, le souvenir de la Ruhr a joué lorsque la France se trouve confrontée à Hitler dans les années 30. Consciente que les coups de force sont inutiles, elle a laissé le champ libre aux coups de force du dictateur allemand. Pour le présent : alors que l'Europe est aux prises avec la guerre, et que ses soutiens s'affaiblissent, il est peut-être utile de se rappeler que quelles que soient les conditions de la force, il faut sans relâche penser la paix. Et la vouloir.

Thierry Leterre

Président de l'Association des Amis d'Alain



Le 11 janvier 1923, 60 000 soldats français et belges pénètrent dans le bassin de la Ruhr. Le chancelier allemand appelle au « Ruhrkampf » face à l'occupation. Mais les Français ripostent en faisant tirer sur des grévistes et en instaurant une barrière douanière entre la Ruhr et le reste de l'Allemagne. Le versement des réparations n'en est pas amélioré pour autant tandis que grandit l'humiliation des Allemands. Il s'ensuit un très brutal effondrement de la valeur du Mark allemand au point qu'il faut à l'automne 1923 plusieurs dizaines de milliards de marks pour s'offrir une baguette de pain. Cette hyperinflation fait le lit des mouvements révolutionnaires comme le parti communiste et le jeune parti nazi.

Une affaire d'honneur

Il y avait, entre France et Allemagne, une question d'honneur à régler. Soit. Je ne veux point chicaner là-dessus. Toujours est-il que cette question est réglée ; et, sur ce sujet-là, je ne pense pas qu'aucune discussion puisse s'élever. Les Français ont assez prouvé qu'ils savent se battre. Les Allemands de même ; aucun des combattants n'hésitera à le reconnaître. Dans les affaires d'honneur, c'est le vainqueur qui tend la main, et ce geste assure la paix. Ces idées de l'honneur, et du combat pour l'honneur, sont anciennes et puissantes. Cette générosité fait les guerres ; si l'on refuse qu'elle puisse faire la paix, nous sommes joués.

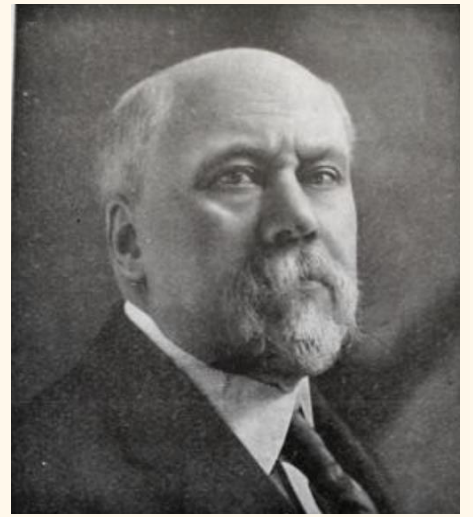
Qui donc, en cette guerre, a mesuré ce qu'il risquait de perdre ? Qui donc a compté ? On ne menait point les héros au pillage. Ils n'auraient point suivi ; ils seraient rentrés chez eux. Les hommes qui tuent pour de l'argent sont rares chez nous et chez nos voisins ; oui, chez nos voisins ; sans quoi nous aurions été vainqueurs tout de suite. Entre deux armées, dont l'une se bat pour l'honneur et l'autre pour s'enrichir, le combat ne serait pas long. Héros de part et d'autre, courant à l'épreuve, avides de bien mourir ; car c'est cela exactement dont ils avaient à faire preuve, qu'ils savaient bien mourir. J'en crois les arbitres les plus sévères ; la preuve est faite.

Si la preuve est faite, il n'y a plus de question, il n'y a plus de querelle, tant qu'un des deux peuples n'aura pas humilié l'autre. Et qui pense à humilier l'autre ? Ce serait vouloir la guerre pour la guerre. Vous ne trouverez pas chez nous un citoyen sur mille pour approuver cette sauvage politique. Aussi c'est l'usurier qui parle, et il n'est que trop écouté. « Si l'on ne me paie point, je me paierai moi-même ». Ce raisonnement s'étale partout. S'il n'est pas soutenu par le sang, c'est simplement parce que l'adversaire ne résiste pas. Mais qui donc se battrait pour de l'argent ? L'idée est trop faible pour porter le sacrifice.

Aussi je vois que la question d'honneur revient. On veut s'affermir par là. « Nous ne cèderons point. La Ruhr est comme Verdun. Ce serait le comble du ridicule, puisque nous sommes entrés là, si nous en sortions sans le triomphe. Nous aurions peut-être pu n'y pas aller. L'équilibre du budget ne valait peut-être pas une vie humaine ; et toujours est-il que l'opération nous coûte gros. Mais il n'est plus question de marks. Il s'agit de savoir si nous subirons la volonté de l'ennemi ou si nous lui imposerons la nôtre. Au drapeau, donc, et tous derrière le chef ». C'est ainsi qu'un plaideur s'obstine à poursuivre son argent, et de tout son cœur se ruine plutôt que d'abandonner. Le joueur ne joue pas pour gagner ; il joue pour qu'il ne soit point dit que les coups du destin lui font peur ; il joue pour la beauté du jeu. Par le même ressort nous changerons nos boutiquiers, nos laboureurs et nos commis de banque en autant de chasseurs à pied.

Ainsi l'on voit par l'effet que les pouvoirs ne risquent jamais rien à nous jeter dans les entreprises périlleuses, puisque le péril même est une raison de soutenir et de suivre les pouvoirs. Mais quand comprendra-t-on que l'audace, belle dans le citoyen, est laide dans le chef ?

Alain - 2 juin 1923



Raymond Poincaré
Président du Conseil des ministres
au moment de la crise de la Ruhr

Républicain convaincu, aux positions modérées, voire conservatrices, Raymond Poincaré a présidé le conseil des ministres (gouvernement) à de multiples reprises, et occupé nombre de postes de ministre. Il a également servi comme Président de la République entre 1913 et 1920.



Edouard Herriot
Président du Conseil des ministres
à compter du 15 juin 1924

Figure centrale de la IIIe République, membre du parti radical, il a présidé le conseil des ministres à plusieurs reprises, notamment lors de la prise de pouvoir par le cartel des gauches. Il est celui qui négocie l'évacuation de la Ruhr par les troupes françaises.

L'élite gouvernante



Nein! Mich zwingt Ihr nicht! (« Non ! Vous ne me forcerez pas ! ») : affiche du 13 janvier 1923 appelant les mineurs de la Ruhr à faire grève.

L'entrée dans la Ruhr fut un coup de politique qu'il faut juger équitablement. Si l'Allemagne cédait en huit jours, comme le Roi des Esprits Faux l'avait annoncé, c'était une de ces preuves de force qui étourdissent. Si la résistance s'organisait, c'étaient des punitions, des colères, et une haine de cent ans. De toute façon le désarmement se trouvait renvoyé en Utopie, et même la nouvelle loi militaire, ce qui sauvait au moins trente généraux et un nombre infini de colonels, sans compter que l'occupation elle-même offrait de grandes places, et des espérances aux ambitieux. Ainsi, au regard de l'élite gouvernante, l'opération était bonne en soi, et bonne encore par ses suites, dont on ne voit pas la fin. Quand on doit tant à la guerre, à l'ordre de guerre et au désordre de guerre, c'est quelque chose de s'assurer un fidèle ennemi.

Ce n'est pas encore le mieux. L'opposition était forte, clairvoyante, et surtout libre d'esprit par la victoire. Ne voyait-on pas approcher l'heure de la Grande Réconciliation par l'examen impartial des causes de la

guerre ? Par ce mouvement, qui devait s'étendre, l'élite était plus que dépossédée, elle était jugée, non pas même comme violente et injuste, mais, bien pis, comme imprévoyante, brouillonne, timide enfin jusqu'au ridicule. Il fallait alourdir l'esprit fantassin, si allègre de ses œuvres magnifiques, et lui remettre le sac.

Or le plus profond politique n'aurait rien trouvé de mieux qu'une action facile à commencer, irréparable dans ses suites, et qui fît renaître la guerre dans la paix. Le changement de l'esprit public en Allemagne est un fait qui éclate ; mais, conséquence pire et moins remarquée, tout esprit chez nous fut touché en son centre et comme renoué par cette injustice accomplie ; car il ne s'agissait plus de fausses démarches dans un flot d'événements imprévisibles, mais d'un coup de force annoncé et délibéré, à jour fixé, les Chambres siégeant et la presse libre ; la volonté générale devait s'y reconnaître. En dépit de protestations tardives, et, dans le fait, impuissantes, chacun dut se reconnaître coupable un peu. Le parti de blâmer ouvertement son propre pays est dur à prendre pour tout homme. C'est un état violent, et qui destitue du poste d'arbitre que le vainqueur avait si naturellement et heureusement pris. Par divers chemins le pessimisme rentrait dans les âmes les mieux armées. C'est un état redoutable, après une sottise faite, si l'on ne voit plus comment revenir. Beaucoup prennent le parti violent de n'y plus penser. Ce fut un Rubicon pour tous. Chacun boucla cette courroie. Je vois Herriot en fantassin. Ce brave et bon ami des hommes a le fusil, le sac et la musette. Cela coupe les pensées.

Le fantassin a fait d'autres miracles, gardant visage d'homme et même prenant visage de sage ancien dans ces actions terribles et dans ce sévère équipement. Mais les ennemis, en ces guerres machinées, ne se voient pas au visage, ou bien c'est à l'hôpital ou au camp de prisonniers, trop tard.

Reconnaissance

Nous devons des sommes immenses à l'Angleterre et à l'Amérique ; et le créancier, qui est l'allié et le compagnon d'armes d'hier, ne se lasse point de répéter qu'il veut être payé. Ce problème est pénible à considérer. Je suis choqué, au premier moment, de voir que l'intérêt étouffe si vite des sentiments généreux qui allaient à l'enthousiasme. Mais est-ce bien cela ? Est-ce le besoin d'argent qui parle ici ? A-t-on le sentiment que l'Amérique, en particulier, soit pauvre, surtout pauvre d'argent ? Non ; mais plutôt je sens ici une manière détournée de blâmer et de reprocher.

Il est bien entendu qu'une nation n'a point à intervenir dans les affaires d'une autre nation, même amie. À bien regarder, cela n'est pas soutenable ; cela n'est pas. La Société des Nations affirme par son titre seul que cela n'est pas et ne doit pas être. Mais on le dit. Nous le disons, et même nous l'avons voulu prouver par le fait. L'expédition de la Ruhr signifia au monde entier que nous étions assez grands pour conduire nous-mêmes nos affaires.

Fort bien. Mais quand les Américains débarquaient par milliers, formaient des camps, et enfin roulaient vers la ligne de feu, apportant leurs forces jeunes, nous parlions autrement. Il y a un peu d'ingratitude dans notre affaire, et, certainement, en nos amis d'hier, quelque chose de sec et de froid qui est voulu, et qui, presque sans paroles, voudrait nous rappeler quelque chose. En tout ce que je lis sur la guerre, je vois que l'on reconnaît comme évident que l'entrée dans le jeu des divisions américaines est ce qui a changé la face des affaires. Je ne vois point que l'on puisse douter de cela. Et il est encore plus évident, si l'on peut dire, que le long effort anglais est ce qui nous a permis d'attendre l'aide américaine. La conclusion est que, sans ce double secours, nous étions vaincus ; et, certes, nous n'aurions pas eu à délibérer sur l'occupation de la Ruhr, mais plutôt sur d'autres choses, amères à imaginer seulement ; et c'est bien pour cela que beaucoup ne veulent point du tout les imaginer, mais se redressent, chassent ces faibles pensées, s'enchantent eux-mêmes de l'idée que nous aurions vaincu seuls, n'importe comment, et qu'enfin nos affaires ne regardent que nous. D'où une politique sans réalité, dont l'aventure de la Ruhr fut le signe le plus éclatant [...]

Le mot reconnaissance est un beau mot ; il fallait reconnaître que la victoire n'appartenait pas à nous seuls. Je laisse à chercher quels furent les hommes qui ne surent pas reconnaître cela, ni en témoigner fidèlement par leurs paroles et par leurs actions. Ils furent en petit nombre chez nous, il me plaît de le croire ; mais impérieux, bruyants, encombrants. D'où nous fîmes figure d'ingrats. Si maintenant nous nous plaignons aigrement, quelle figure ferons-nous ?

Propos du 15 décembre 1924

Important : Cotisations 2025.

L'Assemblée générale 2024 a voté un ajustement des cotisations : 25€ (simple adhésion) et 45€ (double adhésion Amis d'Alain & Amis du Musée Alain et de Mortagne). Le tarif étudiant demeure à 10€.

Vous pouvez désormais régler vos cotisations par virement ! Et soutenir notre association à partir de 5 € par mois !

ASSOCIATION DES AMIS D'ALAIN 75 AVENUE ÉMILE THIEBAUT 78110 LE VÉSINET
IBAN FR76 3006 6108 5600 0201 2500 119 / BIC CMCIFRPP
CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL CIC LE VESINET 23 RUE DU MARECHAL FOCH 78110 LE VESINET
Veuillez indiquer Adhésion AAA ou Double adhésion AAA-AMAM 2025

*Le Comité de rédaction de la Lettre de l'Association des Amis d'Alain et du Bulletin est composé de :
Thierry Leterre ; Pierre Heudier ; Pierre Zachary ; Frédéric Baumer ; Emmanuel Blondel ; Vincent Citot ;
Jean-Michel Muglioni ; Gilles Blanc-Brude ; Catherine Langevin.*

Si vous recevez cette Lettre par courrier, et qu'en fait vous préféreriez un envoi électronique, merci de transmettre un mail à : cp.langevin@yahoo.fr Cela économisera nos frais d'envoi !